



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

73^{ème} SESSION

DEBAT GÉNÉRAL

DECLARATION DE

L'Honorable Charlot SALWAI TABIMASMAS

Premier Ministre de la République de Vanuatu

Introduction

Madame la Présidente,

C'est un honneur pour le Vanuatu de se joindre aux autres intervenants pour vous féliciter d'avoir assumé la présidence de la 73^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies et souhaite vous assurer de notre soutien entier.

J'aimerais également exprimer ma gratitude à votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Miroslav Lajčák, pour son excellent leadership. Permettez-moi aussi de saluer le Secrétaire Général Guterres et de lui réitérer la confiance de mon gouvernement en ses fonctions d'administrateur.

Madame la Présidente,

Je souhaite rendre hommage à S.E. M. Kofi Annan, l'ancien Secrétaire général de l'ONU, qui nous a quitté le mois dernier. M. Annan restera longtemps dans les mémoires pour sa défense de la réforme de l'ONU et sa détermination à résoudre les grands sujets de manière pacifique par sa foi en la médiation et au dialogue.

Thème de la 73^{ème} Assemblée Générale et réformes de l'ONU

Madame la Présidente,

L'Organisation des Nations Unies a été fondée avec la vision que les nations peuvent ensemble jouer un rôle important de prévention afin de **'préserver les générations successives du fléau de la guerre'** et de rétablir la confiance dans les droits fondamentaux de l'Homme. Les fondateurs avaient aussi pour vision une organisation qui serait un pilier de l'ordre mondial, où la paix et la sécurité internationales seraient garanties par le droit international. Ils envisageaient en outre des mécanismes internationaux pour améliorer le progrès social et les conditions de vie de l'humanité.

Cette semaine de travail serait l'occasion d'évaluer les progrès réalisés au cours des sept dernières décennies et de parler des secteurs où nous devrions progresser. Le thème de la 73^e Session, **"Faire de l'ONU une Organisation pour**

tous: une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées aux services des sociétés pacifiques, équitables et durables” est plus approprié alors que nous délibérons sur les moyens de construire une Organisation des Nations Unies plus forte, plus juste et plus transparente, qui répond à son objectif.

Les Nations Unies ont beaucoup progressé au cours des dernières décennies. La pauvreté extrême a diminué de moitié, davantage de filles sont scolarisées plus qu'auparavant, davantage de femmes, plus particulièrement en milieu rural, prennent plus de responsabilité et contribuent à l'économie mondiale. De même la santé des mères et des enfants s'est considérablement améliorée.

Ces progrès sont toutefois éclipsés par des lacunes de l'ONU, notamment son incapacité récurrente à traiter de la liste croissante de problèmes auxquels l'humanité est confrontée, dont celle d'empêcher les crises. L'inhabilité du Conseil de Sécurité à prendre une action décisive sur la question de la Syrie en est un exemple parmi tant d'autres. Le gouvernement de Vanuatu se joint aux autres gouvernements pour rappeler qu'être membre du Conseil de Sécurité n'est pas seulement un prestige, c'est aussi de savoir faire preuve de leadership résolu et de responsabilités partagées pour sauvegarder la paix et la sécurité dans le monde.

Mon gouvernement se réjouit des réformes que le Secrétaire Général Guterres entreprend qui privilégie la prévention et le maintien de la paix et le rend plus cohérent et effectif grâce à une approche globale.

Nous saluons les efforts visant à réformer le système de développement de l'ONU qui nécessite des changements précis au sein même du système pour pouvoir atteindre les Objectifs de Développement Durable d'ici 2030. Et mon gouvernement demande que le système de l'ONU soit flexible et offre des possibilités de revoir et d'adapter la configuration, le rôle et les services de développement des antennes multi-pays de l'ONU de façon à assurer la concrétisation des Objectifs de Développement Durable.

Dans le cadre de l'ordre du jour de la réforme en cours de l'ONU, je tiens à attirer l'attention sur le pilier des droits de l'Homme. Sans un système des Droits de l'Homme de l'ONU, efficace et résilient interne dans chaque Etat, il serait difficile d'employer une diplomatie de prévention. La réforme de l'ONU devrait

prendre en compte l'ensemble du système en alignant la paix et la sécurité plus étroitement sur les piliers du développement et des droits humains.

Problèmes régionaux

Madame la Présidente,

La région du Pacifique s'est engagée à renforcer d'urgence la résilience au climat pour bâtir une région forte. C'est ce qui est ressorti du Sommet des dirigeants du Forum du Pacifique qui s'est tenu au début du mois à Nauru. La nature continue de nous avertir des dangers imminents pour la planète qui arrive à un point de non-retour au-delà duquel nos systèmes climatiques ne pourront plus faire face. Les canicules pendant l'été, les énormes incendies de forêts, la sécheresse extrême et la fréquence et l'ampleur croissantes des phénomènes météorologiques ont amené le '**débat**' sur le réchauffement de la planète à un niveau d'importance incontestable. J'espère sincèrement que ces avertissements vont provoquer une action concertée sur le climat.

En tant que pays le plus à risque dans le monde en termes d'exposition aux dangers naturels, selon l'indice des risques mondiaux de l'Université de l'ONU, le changement climatique continue d'être la plus grande menace pour atteindre les objectifs nationaux de l'Agenda 2030, et il est actuellement le plus grand phénomène qui met en risque la vie des dizaines de milliers de personnes. Si le niveau des émissions de gaz à effet de serre continue de grimper sans répit, nous allons assister à une escalade des coûts associés au changement climatique, coûts que des pays vulnérables comme le Vanuatu ne peuvent pas se permettre. Cela nous coûtera cher dans le futur si nous n'agissons pas dès aujourd'hui.

Madame la Présidente,

Les gouvernements de pays industriels ont promis de dégager 100 milliards de dollars par an pour le financement climatique en faveur des pays vulnérables d'ici 2020. Or le moyen de parvenir à ce but reste obscur. Nous demandons d'accorder la priorité à ces engagements et la mise en place d'une feuille de route concrète, pour mobiliser et constituer les fonds promis dans les plus brefs délais car le changement climatique sévit rapidement. Nous appelons aussi à avoir un accès plus souple aux fonds climatiques en simplifiant les procédures de validation de façon à permettre aux pays vulnérables à

accomplir les mesures prises et réparer les dommages causés par le changement climatique

La région du Pacifique ne peut pas se permettre de voir l'accord de Paris sur le changement climatique être relégué aux archives de l'ONU. Nous demandons donc à ce que le programme de travail de l'accord de Paris soit achevé et rendu opérationnel à Katowice. Le changement climatique menace la pérennité de l'environnement, le développement durable, les droits essentiels des peuples, à présent et à l'avenir. Il présente un réel danger pour la survie des générations à venir et pour les pays de faible altitude dans le Pacifique. Les promesses faites à présent par le biais des contributions nationales déterminées sont tout simplement insuffisantes pour inverser le changement climatique. Les parties à l'accord de Paris doivent intensifier leur ambition de parvenir à la cible de 1,5 degré comme convenu. Pour les pays vulnérables, notamment dans notre région, cela signifie s'exposer encore plus à des catastrophes naturelles plus fréquentes.

Madame la Présidente,

Les Iles du Pacifique, étant le plus vaste continent océanique du monde, constitue une source vitale de nourriture et de revenus pour nos populations. Ainsi il est important d'appliquer des politiques durables de gestion saine et de conservation des océans qui pourront garantir un avenir à nos peuples. Nous accueillons les opportunités pour soutenir nos efforts régionaux visant à protéger nos océans.

Le Vanuatu comme d'autres pays, a des problèmes de délimitation de ses frontières maritimes non résolus, une étape très importante pour compléter le processus de notre indépendance, et nous sommes déterminés à les régler. Nous sommes encouragés par une décision des dirigeants du Pacifique, sous les auspices du Forum des Iles du Pacifique, de faire avancer les négociations en vue de conclure et présenter un rapport en 2019.

Le Vanuatu accueille favorablement la mobilisation des instances du Forum des îles du Pacifiques pour établir un nouvel accord de mise en œuvre concernant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans des zones ne relevant pas de juridictions nationales, qui représente une opportunité importante pour le Pacifique.

Madame la Présidente,

Le Vanuatu maintient sa position sur la dénucléarisation. Les pays insulaires du Pacifique, notamment nos frères et sœurs des Etats de la Micronésie, continuent d'être exposés aux menaces permanentes résultant des contaminants radioactifs, des reliques de la 2^{ème} Guerre Mondiale et des munitions non explosée. Nous appelons donc les Etats membres à se joindre à nous pour ratifier le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires.

De la décolonisation

Madame la Présidente,

Depuis la création des Nations Unies, quelques 750 millions de personnes, représentant plus de 80 anciennes colonies, ont accédé à l'indépendance politique. Par contre, la situation désespérée de millions d'autres aspirants à l'autodétermination subsiste toujours.

Le Vanuatu attache une importance capitale aux travaux de la Commission spéciale sur la décolonisation. L'élimination de toutes formes de colonialisme doit demeurer une priorité première à l'ordre du jour de l'ONU, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.

La Nouvelle-Calédonie est sur la voie de décider de son destin politique par le biais d'un référendum qui aura lieu le 4 novembre 2018. Nous faisons appel à la communauté internationale pour soutenir le droit du peuple de la Nouvelle-Calédonie de participer pleinement à ce référendum et surtout, de veiller à ce qu'il se déroule de manière libre et juste.

Madame la Présidente,

La communauté internationale est témoin de violences et d'abus des droits de l'homme dont les ressortissants de la Papouasie Occidentale en sont victimes. Nous exhortons le Conseil des Droits de l'homme à enquêter sur ces abus. Nous appelons aussi nos homologues dirigeant du monde à prêter plus d'attention à ces actes inhumains et conjointement avec l'Indonésie, à faire cesser toute les formes de violence et à trouver un terrain d'entente avec les

ressortissants pour faciliter la mise en place d'un processus qui leur permettra d'exprimer librement leur choix.

Selon les principes de la charte des Nations Unies nous avons tous une obligation d'œuvrer ensemble pour lever l'embargo économique, commercial et financier imposé à la République de Cuba. Le fait de lever ces interdicts permettra, entre autres, au peuple Cubain de bénéficier et de jouir de ses droits d'être humain.

Les problèmes intérieurs

Madame la Présidente,

La grande priorité de mon gouvernement est d'assurer un développement national durable pour notre population d'ici 2030 et a pour objectif de ne laisser personne pour compte. Nos objectifs de développement national durable sont axés sur la population, et sont transformables et indivisibles pour parvenir à un équilibre entre les trois dimensions du développement durable. Nous sommes conscients que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions est une condition essentielle du développement durable.

Or mon gouvernement ne peut pas, à lui seul, assumer l'immense responsabilité de parvenir à un développement durable pour notre pays, une responsabilité d'autant plus difficile que d'être exposés à des catastrophes naturelles d'intensité croissante. Tout récemment, mon gouvernement a dû évacuer quelques 11.000 personnes de l'île d'Ambae en raison de l'intensification de l'activité volcanique. Ce qui pose un problème de finances vis à vis d'un budget national déjà limité. A ce propos, je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance aux partenaires au développement qui ont apporté leur aide au gouvernement et au peuple du Vanuatu en ces temps difficiles et qui aident à financer les activités qui améliorent les conditions de vie de notre population.

Madame la Présidente,

Mon gouvernement se réjouit de l'occasion qui nous sera donné de présenter le Bilan National Volontaire du Vanuatu en 2019 et de compter sur le soutien et les commentaires des délégations lorsque nous partagerons nos progrès, nos lacunes et les défis.

Pour mettre en œuvre le plan de développement durable du Vanuatu il est essentiel de créer des partenariats sincères et durables, sur tous les secteurs et avec des parties prenantes multiples.

Madame la Présidente,

Le Vanuatu va sortir de son statut de Pays Moins Avancés d'ici décembre 2020. Nous espérons pouvoir compter sur nos partenaires au développement pour nous accompagner avec des mesures de soutien qui nous permettront d'accéder au statut de pays développé dans les meilleures conditions.

Pour clore

Madame la Présidente,

J'aimerais conclure en réaffirmant que le Vanuatu croit et fait confiance au multilatéralisme. Les Nations Unies ont fait de ce monde un endroit meilleur par rapport à ce qu'il était il y a 70 ans. Certes, bien des progrès ont été réalisés depuis sa création, néanmoins, il reste encore beaucoup de travail devant nous si nous voulons maintenir la pertinence des Nations Unies.

Les problèmes d'ordre international exigent des solutions adaptés. Il nous faut trouver des moyens d'agir collectivement et inclusivement pour résoudre ces problèmes. Et nous devons continuellement nous efforcer de réformer cette organisation pour la rendre plus performante afin qu'elle réponde à nos attentes d'aujourd'hui et dans les années à venir.

Je vous remercie!